



**EVOLUTION DE LA
SITUATION POLITIQUE
ET ECONOMIQUE EN
RD CONGO AU MOIS DE
MAI 2017**

Jun 2017

**EVOLUTION DE LA
SITUATION POLITIQUE
EN RD CONGO AU MOIS
DE MAI 2017**

INTRODUCTION

Le mois de mai 2017 s'est caractérisée par une riche et abondante actualité politique essentiellement marquée par la nomination et l'investiture du gouvernement TSHIBALA, le rebondissement de l'affaire du meurtre des experts des Nations unies, l'insécurité et les violences au Kasai, la célébration du 20^{ème} anniversaire de la prise du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Kinshasa (AFDL), l'évasion de plusieurs détenus de quelques prisons du pays, les sanctions de l'Union Européenne contre 09 dignitaires du régime, le lancement de l'enrôlement dans 4 communes pilotes à Kinshasa, le séjour du président de la République à Kananga et à Mbuji-Mayi, les tentatives de destitution de quelques Gouverneurs de province, la reprise des discussions entre l'UDPS et le gouvernement sur le rapatriement et l'enterrement de la dépouille d'Etienne TSHISEKEDI, etc. Ce travail s'attardera seulement sur les événements qui ont paru captiver l'attention de la population.

Le gouvernement TSHIBALA a été nommé le 09 mai 2017. En sus du Premier ministre, il comporte 58 membres, soit 8 de moins que le gouvernement précédent. Cependant, il ne se conforme pas à l'Accord de la Saint-Sylvestre qui limite la taille du gouvernement à 53 membres au maximum. Par ailleurs, la plupart des membres du gouvernement sortant restent en place. Quelques figures de proue d'une aile de l'opposition font leur entrée au gouvernement. Pour sa part, Valentin MUBAKE de l'aile Félix TSHISEKEDI refuse d'y participer au motif que le testament d'Etienne TSHISEKEDI l'avait désigné comme candidat Premier ministre de l'opposition.

Le 16 mai 2017, à l'occasion de l'investiture du gouvernement, le Premier ministre Bruno TSHIBALA a fait face à une forte contestation des Députés de l'UDPS qui ne reconnaissent pas en lui la qualité de représenter le parti dont il a été exclu. La séance plénière a été même momentanément suspendue pour recréer la sérénité au sein de l'Hémicycle.

Au regard des missions lui confiées, le programme du gouvernement est très ambitieux. Il semble s'étaler sur le long terme. Le nouveau Premier ministre propose même aux Députés d'étudier la faisabilité technique et la fiabilité du vote de la diaspora au regard de sa grande dispersion à travers le monde. Peu s'en est fallu pour que cette proposition provoquât une très vive colère de la diaspora et de fervents défenseurs du vote de celle-ci. Il calque son modèle économique et financier à la lisière du gouvernement MATATA.

Son projet de budget 2017 de plus ou moins Dollars US 7 milliards, actuellement sous examen à l'Assemblée nationale, est pour d'aucuns extraordinairement irréaliste et fantaisiste. En effet, le gouvernement pourrait éprouver d'énormes difficultés à mobiliser les recettes nécessaires pour financer son programme dans un environnement économique en pleine agitation et doublé d'une situation politique instable.

Dans la nuit du 16 au 17 mai 2017, une évocation spectaculaire de plusieurs détenus a eu lieu au Centre Pénitencier et de Rééducation de Kinshasa. Selon les autorités, 50 prisonniers se sont enfuis après que les « Makesa » (escadron de défense de la secte politico-religieuse Bundu dia Mayala de l'Honorable Ne MWANDA N'SEMI, Zacharie BADIENGILA de son vrai nom) aient attaqué les éléments des FARDC et de la PNC commis à la garde de cet édifice.

Le 20^{ème} anniversaire de la prise du pouvoir par l'AFDL n'a pas donné lieu à de grandes festivités. Ici et là se sont organisés des cultes religieux, des conférences.

Sur ces entrefaites, l'Union Européenne décide de sanctionner 9 dignitaires du régime KABILA, accusés d'être individuellement impliqués dans la fragilisation de la situation sécuritaire et les restrictions des libertés en République Démocratique du Congo. De leur côté, les Nations unies décident également d'envoyer une mission d'enquête au Congo pour élucider les circonstances qui ont conduit à l'assassinat de leurs experts Zaida Catalan et Michael Sharp, le 26 mars 2017, au Kasai Central. Le gouvernement estime qu'il s'agit-là respectivement d'une ingérence dans les affaires intérieures du pays et de l'expression du mépris de la Justice congolaise capable de bien conduire toutes ces enquêtes.

Mai 2017 est aussi marqué par la détermination de l'UDPS de rapatrier la dépouille d'Etienne Tshisekedi. Le 12 mai est la date choisie à cette fin. Stratégiquement, l'arrivée de la dépouille de Tshisekedi en cette période serait de nature à empêcher le camp présidentiel de commémorer les 20 ans de l'AFDL. Les échauffourés éclatent dans la nuit du 09 mai devant le siège de l'UDPS provoquant l'incendie d'un camion de transport militaire. Selon la police, le contingent commis à la garde du siège du parti a essuyé des tirs nourris d'un commando qui s'est enfui par la suite.

Il y a lieu de croire, d'après Peter KAZADI, Porte-parole de l'UDPS, que son parti pourrait accepter tout autre endroit que le gouvernement proposerait en dehors d'un cimetière.

Dans un autre registre, l'insécurité et les violences au Kasai-central ont conduit le Chef de l'Etat à séjourner à Kananga pour suivre de près la situation et y mettre fin. Avant de se déplacer pour Kananga, le président Kabila a tout de même lancé dimanche, le 28 mai 2017, l'opération d'enrôlement à Kinshasa où la CENI attend enregistrer près de 6.000.000 d'électeurs. La territoriale est à son tour agitée. Plusieurs gouverneurs de province sont menacés de destitution par des Assemblées provinciales pour des raisons diverses. C'est le cas du Haut Katanga, de la Tshopo, de l'Ituri, du Kwango, etc.

CONCLUSION

La situation politique reste fragile et tendue. Les tensions demeurent tant que le gouvernement d'union nationale n'aura pas intégré tous les parties de l'opposition, particulièrement, l'UDPS, aile Félix TSHISEKEDI.

**EVOLUTION DE LA
SITUATION
ECONOMIQUE
EN RD CONGO AU MOIS
DE MAI 2017**

INTRODUCTION

Sur le plan économique, le mois de mai 2017 a été quasiment identique aux mois qui l'ont précédé. En effet, la confusion politique qui règne en RDC continue à impacter négativement la situation économique et financière. Les incertitudes observées au niveau politique limitent les nouveaux investissements et plombent l'activité économique.

Durant le mois de mai 2017 et en ce début du mois de juin 2017, les faits marquants qui ont été enregistrés dans l'économie congolaise sont : (i) le dépôt auprès de l'Assemblée Nationale du projet de loi des finances 2017 par le Premier Ministre Bruno Tshibala ; (ii) l'arrivée d'une mission du Fonds monétaire international en vue d'évaluer la situation économique congolaise ; (iii) la dégradation des principaux agrégats macroéconomiques ; (iv) le dépôt auprès de l'Assemblée Nationale du projet de loi portant modification du Code minier ; ou encore (v) la liquidation de la banque dénommée Fibank.

PRESENTATION DES PRINCIPAUX EVENEMENTS

Le projet de budget du Premier Ministre pour l'exercice 2017 est évalué en équilibre des recettes et des dépenses à 11.301.343.655.581,00 FC. Ce qui est l'équivalent de 7.783.294.528,637 USD au taux budgétaire. Ce budget représente une augmentation de 68,8 %, comparativement au budget du précédent exercice. Il est élaboré sur base des indicateurs et agrégats macroéconomiques ci-après : taux de croissance du PIB : 3,5% ; taux d'inflation fin période : 17, 90% ; taux d'inflation moyen : 12,5% ; taux d'échange moyen : 1452,25 francs congolais le dollar américain ; taux de change fin période : 1688,90 francs congolais le dollar américain ; PIB nominal : 47431,87 milliards de francs congolais : et pression fiscale : 13%.

Toutefois, il est à noter que les prévisions en dépenses en recettes ont été jugées globalement irréalisables par les députés. Les critiques les plus sévères sont venues de l'opposition, notamment sur la capacité de mobilisation des recettes. La plupart des députés qui ont pris la parole lors du débat qui a précédé la défense du budget 2017, ont dénoncé le manque de crédibilité et de cohérence dans le projet de loi des finances 2017 et l'ont qualifié de « dangereux et

antisocial ». Pour d'autres députés, le budget proposé est injuste, car ne prenant pas en compte l'ajustement des rémunérations par rapport à la décote du Franc Congolais vis-à-vis du dollar, la monnaie de référence, alors que les recettes sont réalisées sur base du taux de change actualisé.

Interrogé sur les sources de financement qui pourraient permettre le niveau des recettes présentées dans ledit budget, le Premier Ministre fait remarquer que ce projet trouvera des ressources grâce à la moralisation de la vie publique, à la lutte contre la corruption, la fraude, l'évasion fiscale et douanière et aux sanctions sévères contre les dirigeants incompetents, l'amélioration du climat des affaires, la relance de l'agriculture, mais aussi, un appui budgétaire de plus de 3 milliards de FC provenant de la communauté internationale.

Selon la mission du FMI qui a séjourné à Kinshasa du 30 mai au 08 juin 2017, le budget présenté par le gouvernement de Bruno Tshibala « ne tient pas la route ». Il est élaboré sur des hypothèses complètement irréaliste. A titre d'exemple, l'inflation prévue dans ce budget est de 19%, alors qu'on était déjà à 12% fin mai. Selon le FMI, les prévisions réalistes seraient de 45 % pour la fin de l'année. Cette institution prévoit également un taux de change à 1900 ou 2000 francs congolais le dollar à la fin de l'année, alors que le gouvernement a prévu dans son cadrage un taux de 1600 francs congolais pour 1 dollar.

L'objectif de la mission du FMI à Kinshasa, conduite par Mario de Zamaroczy, était d'avoir une idée exacte de la situation économique du pays. Pour les experts du FMI, la RDC traverse une période économique difficile. Enfin, cette institution attend que les dirigeants congolais puissent respecter leurs engagements politiques en interne.

S'agissant des indicateurs macroéconomiques, il est à noter qu'au mois de mai 2017, le niveau des recettes publiques est inférieur à celui des dépenses, soit 303.591 millions de franc congolais de recette contre 330.598 millions de franc congolais de dépense. Faute de trésorerie, les déficits budgétaires successifs sont financés par les avances de la Banque Centrale.

Le taux d'inflation à fin mai 2017 est de 12,447 % contre 0,623% pour les 5 premiers mois de l'année 2016.

Libellé	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17
Inflation cumulée	1,52%	3,41%	5,89%	9,17%	12,45%
Inflation annualisée	21,73%	24,39%	25,74%	30,79%	33,71%
Taux de change (cours indicatif)	1303,26	1337,66	1392,68	1432,05	1468,65

En ce qui concerne le taux de change, le Franc Congolais continue de se déprécier par rapport aux devises étrangères. Echangé à 1432,05 pour 1 dollar américain au 28 avril 2017, le franc congolais s'est échangé à 1468,65 pour un dollar américain au 31 mai 2017.

Les réserves de change se sont situées à 729,92 millions de dollars américains (soit 3,21 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres). Alors que ces dernières représentaient 7,85 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres en 2014 avec un niveau de 1644,46 millions de dollars américains.

A l'Assemblée nationale, le ministre des mines, Martin Kabwelulu, est intervenu personnellement pour présenter le contexte de la révision du Code minier, le bilan du Code minier de 2002, les principales modifications contenues dans le projet de loi et les avancées réalisées depuis le dépôt de ce projet. Le projet de loi portant modification du Code minier a été déclaré recevable par l'Assemblée nationale.

Les raisons ayant sous-tendu la réforme du code minier peuvent être regroupées en six, à savoir : (i) la gestion des titres miniers, (ii) la gestion des domaines miniers, (iii) la responsabilité sociale et environnementale, (iv) la transparence et la gouvernance, (v) le régime fiscal et douanier ainsi que (vi) le rôle de l'Etat et des intervenants dans le secteur minier.

Enfin, en ce qui concerne le secteur bancaire congolais, il est à signaler que la Banque Centrale du Congo (BCC) vient de mettre sous liquidation forcée la First International Bank (FiBank) RDC.

En effet, la FIBANK est gérée depuis décembre 2015 par un comité provisoire nommé par la BCC chargé d'assurer une bonne gestion courante et d'élaborer un plan de redressement de l'établissement bancaire. Dès lors, son sort dépendait de l'évolution des efforts de redressement de la banque.

CONCLUSION

La dégradation du cadre macro-économique érode le pouvoir d'achat de la population, ce qui dégonfle la demande solvable. Dans un tel contexte, les pénuries vont être de plus en plus marquées et les tensions sociales risquent d'être de plus en plus vives. Le Gouvernement congolais compte sur les effets de la remontée des cours de quelques matières premières pour supporter son budget, et ainsi, exécuter des actions positives pour son économie.